

En pages 4 et 5 :

Texte intégral du "résumé
du traité avec l'Autriche",
communiqué hier à la presse.

PROCLAMATION DE LA RÉPUBLIQUE INDÉPENDANTE DU RHIN

EXCELSIOR

10^e Année. — N° 3.117. — 15 centimes. — Étranger : 20 centimes.

Pierre Lafitte, fondateur.

« Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. » — NAPOLÉON

Téléphone : Gutenberg 02-73 - 02-75 - 15/00. — Adresse télégr. : Excel-Paris.

20, rue d'Enghien, Paris.

MARDI
3
JUIN
1919

Une belle action
est celle qui a de la
bonté et qui de-
mande de la force
pour la faire.
MONTESQUIEU.

LA REMISE DES CONDITIONS DE PAIX AUX AUTRICHIENS



M. CLEMENCEAU PRONONÇANT SON DISCOURS. A SA DROITE SONT ASSIS MM. WILSON ET ORLANDO; A SA GAUCHE, MM. LLOYD-GEORGE ET BALFOUR



M. DUTASTA REMET AU CHANCELIER RENNER LE TEXTE DES CONDITIONS DE PAIX
Dès 11 h. 30, hier matin, les plénipotentiaires des nations alliées pénétraient dans la salle de l'« Age de
Pierre » du château de Saint-Germain. A 12 h. 15, M. Wilson entra le dernier. On introduisit alors les
délégués autrichiens, tous vêtus de redingotes. Quand ils eurent pris place, M. Clemenceau, sans préam-

LE CHANCELIER AUTRICHIEN KARL RENNER PRONONÇANT SON DISCOURS EN FRANÇAIS
bule, prononça son allocution. Celle-ci ayant été traduite en anglais, en italien et en allemand,
M. Dutasta, secrétaire général de la Conférence, remit à M. Karl Renner les conditions de paix : un fort
volume in-4° de 300 pages. Le chancelier autrichien répondit en français. A 13 h. 10, la séance était levée.

LES PRÉLIMINAIRES DE SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

Les conditions de paix ont été communiquées hier en partie à la délégation autrichienne

UN DÉLAI DE 15 JOURS POUR ÉTUDIER LE TRAITÉ EST FIXÉ PAR LES ALLIÉS AU CHANCELIER RENNER

L'Autriche, par les conditions qui lui sont imposées, ne perd qu'une partie restreinte de son territoire historique ; les modifications apportées à ses anciennes limites touchent ses frontières nord, sud-est et sud. Elle s'engage à accepter le règlement à intervenir à l'égard de la Bulgarie, de la Grèce, de la Hongrie, de la Pologne, de la Roumanie, de l'Etat serbo-croate et de l'Etat tchéco-slovaque. Elle devra mettre ses institutions en harmonie avec les principes de liberté et de justice. Elle renonce à tous ses droits en dehors de l'Europe, notamment au Maroc. Elle renonce surtout à tout rattachement ultérieur à l'Etat allemand. Elle n'aura plus de marine de guerre. Elle s'engage enfin à ne pas établir des différences au détriment du commerce des pays alliés ou associés.

M. RENNER REJETTE SUR LES HABSBOURGS TOUTES RESPONSABILITÉS ET PLAIDE NON COUPABLE

Au point de vue du protocole, la cérémonie historique de Saint-Germain a pu être celle de Versailles ; au point de vue des faits, elle a été infiniment plus courte, moins solennelle. Renner, qui avait été pris pour midi. Le représentant de la République de Panama était très en avance : près d'une heure, M. William Martin vint ensuite vérifier l'attribution des places. Déjà tout le monde des fonctionnaires et des militaires était à son poste. Les employés des P.T.T. se mirent à la besogne les premiers, et ils ne cessèrent de timbrer des cartes postales, qui furent la joie des collectionneurs, grâce au cachet spécial qui transforme ces images en de légers documents-souvenirs de la Conférence de la paix.

Le capitaine Carteron, du ministère des Affaires étrangères, tourna, dès 9 h. 30 du matin, autour de la table des plénipotentiaires, plaçant symboliquement les délégués avant M. William Martin. Quant au commandant Bourgeois, chef de la mission militaire française, et au commissaire spécial, M. Poncelet, ils s'occupèrent des détails du service, et notamment du service d'ordre, qui, à aucun moment, ne risqua d'être débordé.

Un cordon de troupes et de gendarmes fut chargé d'interdire l'accès de la place du château. Respectueux de la consigne, les curieux prirent leur faction sur les marches de l'église et aux façades des maisons, mais les fenêtres, en vertu de la loi de l'offre et de la demande, ne furent pas si loyales. Dans la cour intérieure du château, deux pelotons du 2^e dragons à pied furent chargés de rendre les honneurs, et deux soldats ayant au poing la lance à l'effigie blanche et rouge furent placés devant la porte en sentinelles volantes. Sur le pont, vont et viennent des gens de la police, au côté de M. Rauc, et, au balcon du Musée des Antiquités nationales, six dames aux toilettes élégantes mais sans éclat se sont assises sur la pierre.

L'arrivée des délégués

Voici M. Matsui, délégué du Japon ; puis, salué par les acclamations, M. Clemenceau, accompagné du général Mordacq, également très en avance. Il est 11 h. 27. Devant la grille, un huissier du ministère des Affaires étrangères prend chaque personnage et le guide par l'escalier d'honneur jusqu'à la salle où se fera la remise du traité. Voici successivement M. Balfour, M. Pichon, M. Klotz et le maréchal Foch. Le commandant en chef des armées alliées, qui accompagne son officier d'ordonnance porteur d'une volumineuse serviette, échange quelques mots avec le capitaine qui commande la compagnie de dragons. A midi moins cinq, nous avons inscrit l'arrivée de MM. Orlando, Paderewski, Tardieu, Pachtich et Kramar. A midi deux, M. Lloyd George descend de son automobile et, tout de suite, commence une discrète enquête sur l'incident qui lui vaut d'être un peu en retard : sur la route, des agents ont détourné sa voiture de l'itinéraire qu'elle aurait dû suivre. Malentendu, erreur, mais M. Lloyd George est là. M. Wilson a moins de chance : l'éclatement d'un pneu à Saint-Cloud a été pour lui la cause d'un retard plus sensible. Le président des Etats-Unis n'a pu être à Saint-Germain qu'à midi 12.

Dix minutes après, les délégués autrichiens prévenus téléphoniquement, étaient présents. Leurs trois automobiles stoppèrent. Le chancelier Renner prend la tête, ayant à ses côtés le commandant Bourgeois et le capitaine Della Rocca. Les treize délégués autrichiens passent avec leurs figures différentes : un sourire, des aires graves, un monocle haut levé, un regard qui cherche sa route, d'autres qui scrutent la physionomie des journalistes massés sous la voûte. Puis, le cortège disparaît, sous le jeu des appareils photographiques et cinématographiques, par le petit escalier de la tourelle. Tout la porte se referme vite et hermétiquement.

DANS LA SALLE DE L'« AGE DE PIERRE »

Il est un peu plus de midi ; le président Wilson vient de faire prévenir par téléphone qu'il serait un peu en retard, par suite d'une crevaisson de pneu survenue en route. M. Lloyd George lit un document à M. Balfour ; M. Clemenceau s'entretenant très activement avec M. Pichon. Les délégués ont revêtu le costume qui leur a plu ; le Premier anglais est en complet gris clair. Deux dames dans la salle, Mme Diaz, la femme du généralissime italien, et miss Addison, du service de traduction anglais. Les photographes ont posé leurs appareils au hasard de la chance ou de leur ingéniosité ; les journalistes se massent jusque dans le couloir d'accès à la salle. Les yeux



LE CHANCELIER RENNER, ENCADRÉ PAR LE COMMANDANT BOURGEOIS ET LE CAPITAINE DELLA ROCCA, ARRIVE, SUIVI DE DOUZE DÉLÉGUÉS ET SECRÉTAIRES AUTRICHIENS, AU CHATEAU DE SAINT-GERMAIN

se tournent fréquemment vers la porte par où entrèrent les Autrichiens.

M. Wilson paraît à midi 12 et s'excuse de son retard auprès de M. Clemenceau, qui l'attend debout et lui serre la main très cordialement ; peu après, les plénipotentiaires autrichiens, annoncés par une forte voix d'huissier, font leur apparition dans la salle : ils sont venus par une sorte d'escalier étroit, rapide et obscur. L'escalier d'honneur étant réservé aux délégués des puissances alliées et associées. Ils sont en stricte tenue diplomatique ; ils ont laissé au vestiaire leur haut de forme. Les six journalistes autrichiens, dont le remplaçant de Frischauer, prennent place à une extrémité de la rangée de chaises réservées à la presse.

Une fois tout le monde assis, M. Clemenceau se lève et donne lecture de la procédure qui suivra la Conférence :

L'allocation de M. Clemenceau

Messieurs les plénipotentiaires de la République autrichienne, Les puissances alliées et associées m'ont chargé de vous remettre le projet de traité qui a été délibéré entre nous, sinon le projet entier, car j'aurais des réserves à faire à ce sujet, du moins les principales parties sur lesquelles vous pouvez, dès à présent, faire porter vos délibérations.

M. Clemenceau indique ensuite la procédure qui sera suivie pour la discussion par la Conférence : il n'y aura pas de discussion verbale ; les observations devront être présentées par écrit ; les délégués autrichiens ont un délai de quinze jours pour remettre leurs observations écrites sur les parties du traité dont les épreuves leur sont remises.

Et M. Clemenceau ajoute : Si, avant ces quinze jours, vous êtes en mesure de produire des documents, nous les recevrons avec plaisir. Mais dans le délai de quinze jours, l'examen complet doit avoir lieu.

Ces épreuves contiennent, continue M. Clemenceau, les matières suivantes : préambule ; Société des nations ; frontières d'Autriche ; clauses politiques ; Etat serbo-croate-slovaque ; Etat tchéco-slovaque ; clauses politiques concernant certains Etats d'Europe ; protection des minorités et dispositions générales ; intérêts autrichiens hors d'Europe ; clauses navales et aériennes ; prisonniers de guerre et sépultures ; sanctions ; clauses économiques ; navigation aérienne ; ports, voies d'eau et voies ferrées ; travail ; clauses diverses.

Le texte des clauses désignées ci-dessous sera remis ultérieurement : 1^{re} clauses politiques italiennes ; 2^{es} clauses financières ; 3^{es} clauses relatives aux réparations ; 4^{es} clauses militaires.

Avant l'expiration du délai de quinze jours, les délégués autrichiens auront la faculté d'envoyer leurs réponses ou de demander des explications. Le Conseil suprême, après examen des observations présentées dans les délais ci-dessus indiqués, adressera une réponse écrite à la délégation

autrichienne en lui indiquant le délai dans lequel elle devra donner sa réponse définitive d'ensemble.

Le traducteur Mantoux, qui, seul de tous les traducteurs, a sa place devant la table présidentielle, se lève et lit la même communication en anglais. M. Mantoux est très à l'aise ; parfois, il met une main dans la poche ; il a l'air de parler pour son propre compte. Le traducteur italien, debout derrière M. Lloyd George, fait son office ; enfin, l'interprète allemand, dont l'accent est bon, mais l'émotion grande, tremble un peu, derrière M. Wilson, en lisant le communiqué aux Autrichiens dans la langue de leur pays ; pendant un moment, il lutte avec les mots « mündlich » (oral) et « schriftlich » (écrit), et il les confond à tel point qu'il s'attire un regard sévère du président de la Conférence.

Les Alliés ont, maintenant, dit ce qu'ils avaient à dire : au tour des Autrichiens.

Le chancelier Karl Renner prononce son discours. La voix est malhabile, mais appliquée, et remplie de bonnes intentions ; malgré les intonations gutturales, les syllabes écorchées et, parfois, une pointe d'accent belge, le discours, lu sur des feuilles dactylographées, est intelligible à tous les assistants. Les plénipotentiaires autrichiens s'applaudissent sur les mots de « réaction », « funeste régime », « crime des anciens gouvernements » ; à plusieurs reprises, il carresse l'expression de « jeune République ».

Discours du chancelier Renner

Longue et dure a été pour le peuple de l'Autriche la lutte de l'incertitude au sujet de son destin. Nous avons lutté dans le désir de voir arriver l'heure de la décision, avant tout parce qu'elle apportait enfin la paix à notre pays si rudement éprouvé, mais encore parce qu'elle nous fournissait l'occasion d'exposer devant cette illustre Assemblée, qui fait autorité pour le monde tout entier, qui nous sommes et quelles sont les conditions dans lesquelles nous pouvons espérer d'acquiescer la vitalité nécessaire à un Etat indépendant. La monarchie danubienne, avec laquelle les puissances alliées et associées s'étaient trouvées en guerre et avec laquelle elles avaient conclu l'armistice, a cessé d'exister.

Le 12 novembre 1918 peut être considéré comme terme de sa disparition. A partir de ce jour, il n'y avait plus de monarchie, plus de grande puissance qu'il aurait pu gouverner ; il n'y avait plus de dualisme destructeur, plus de gouvernement, soit autrichien, soit hongrois ; plus d'armée, ni aucune autre institution reconnue comme ressortissant à un pouvoir public ; il ne restait plus que huit nations privées de toute organisation politique, et qui du jour au lendemain ont créé leurs propres Parlements, leurs gouvernements, leurs armées, bref des Etats particuliers à chacune d'elles.

Notre République s'est constituée de la même façon que tous les autres Etats, elle n'est donc pas plus que tous ceux-ci le successeur de l'ancienne monarchie, et c'est précisément de ce fait que découle la contradiction fondamentale qui nous fait souffrir en premier lieu, et qui devra être éclaircie par-devant cette haute Assemblée. Il s'agit de tous les territoires, ainsi que toutes les populations de l'ancienne monarchie, pourrions-ils être rendus responsables des conséquences de la guerre à laquelle les anciens gouvernements les avaient contraints les uns

comme les autres ; c'est ainsi que pèse sur nous l'héritage de l'empire écroulé, héritage de la guerre, héritage d'épuisement, héritage d'écrasantes obligations économiques. Or, notre jeune République s'est affranchie de toutes aspirations de domination d'autres nations, aspirations qui furent la cause fatale de la ruine de l'ancienne monarchie.

Notre République s'est également affranchie de toutes les traditions réactionnaires qui avaient fait de ce vieil empire la prison de ses peuples. Elle n'est que la malheureuse victime du crime terrible commis en 1914, crime des anciens gouvernements, mais non pas crime des peuples. D'autre part, les Etats succédants n'ont été, au point de vue du droit des gens, constitués qu'après la suspension des hostilités. La République autrichienne allemande n'a elle-même jamais déclaré la guerre, elle n'a jamais fait la guerre à qui que ce soit, et ne s'est jamais trouvée vis-à-vis des puissances occidentales dans la situation internationale d'un belligérant. Or, à aucun point de vue, on ne saurait prétendre que notre jeune République ait vécu en état de guerre avec l'un ou l'autre des Etats succédants ou des nouveaux Etats nationaux.

Au contraire, chez nous, à Vienne, tous les Etats succédants ont formé des commissions à l'effet de répartir entre eux, d'un commun accord, la succession de l'ancien empire, et surtout les droits et les actifs de cette succession. Il ne s'agit pas de conclure la paix entre eux, mais bien de liquider, sous l'intervention et la garantie de grandes puissances dont nous demandons ici l'appui, l'ancienne communauté, et de régler d'une manière pratique les futures relations. Mais, en dépit de cette situation, les Etats succédants se retrouvent ici, à Paris, revêtus d'un rôle tout à fait différent. Nous espérons pouvoir éclaircir devant le Congrès de la paix cette situation embrouillée.

Ne pouvant aujourd'hui envisager toutes les conséquences dérivant de cette contradiction, je me réserve de les exposer par écrit à cette haute commission. C'est donc comme l'une des parties de l'empire vaincu et détruit que nous nous présentons devant vous. Nous sommes, messieurs, tout disposés à prendre à notre charge notre part respective de la responsabilité découlant vis-à-vis des grandes puissances de la situation que je viens d'exposer, et nous nous rendons bien compte que notre sort repose entre vos mains.

Nous espérons cependant que la conscience de l'humanité ne refusera pas à notre peuple, ni ne résistera à son égard ce droit imprescriptible de libre disposition, droit proclamé par les puissances alliées et associées, comme lui de leur guerre contre les monarchies des Habsbourg et des Hohenzollern.

La destruction de l'ensemble économique de la monarchie, les entraves imposées aux débouchés des ressources naturelles alimentant notre pays montagneux nous ont condamnés, pendant ces derniers six mois, à un état de détresse bien plus effrayable que ne l'étaient les souffrances matérielles de la guerre. Ce n'est qu'aux mesures généreuses de secours prises par les puissances alliées et associées, et dirigées par leur éminent représentant, M. Hoover, que notre peuple doit d'avoir été sauvé de la famine, qui littéralement l'aurait ravagé.

Nous savons, messieurs, que c'est vous, les vainqueurs, qui nous imposez les conditions de paix, et nous sommes décidés à examiner avec joie toute proposition que vous ferez, avec tout conseil qui nous viendra de vous. Il sera surtout de notre devoir de vous exposer bien à fond la situation réelle de notre pays ainsi que de vous éclairer sur les conditions de notre existence.

Vous pourriez être convaincus que notre désir est de servir, entre des frontières incertaines, dans la jouissance de notre liberté et de notre

civilisation nationales, l'œuvre de la paix, en collaborant, dans la modeste mesure de nos forces, à la noble tâche de la Société des Nations.

Les délégués de la Conférence écoutent, les uns, comme M. Clemenceau, attentivement ; les autres, comme M. Wilson, avec des moments de détente. A un instant, une vitrine se brise, laissant échapper ses silex et ses pierres de l'époque des cavernes ; le chancelier Renner se retourne, puis reprend sa lecture, sans souci des nombreux délégués des appareils photographiques.

Les discours terminés, un secrétaire autrichien se lève et en fait la traduction en anglais. Puis c'est au tour d'un Italien. Cependant, la chaleur est lourde et s'appesantit peu à peu sur les assistants. Des bribes de conversations particulières s'engagent ; on sent que la séance tire à sa fin ; chacun a fait ce qu'il avait à faire ; seuls, les bustes d'Edouard Lartet et de Boucher de Perthes restent impassibles sur la cheminée qui domine la table présidentielle ; et derrière les Autrichiens, face aux représentants de la France, de l'Angleterre et des Etats-Unis, une carte de la Gaule s'étend le long du mur.

La lecture des traductions terminée, M. Clemenceau demande s'il n'y a pas d'observation à présenter. Les plénipotentiaires autrichiens se lèvent, saluent et quittent la salle des séances.

LA SORTIE

La sortie s'effectue à 1 h. 15. M. William Martin précède les délégués. Le docteur Renner sourit et salue son haut et fort. Ceux qui le suivent ont conservé leur air préoccupé, curieux ou distant. Quelques minutes après, entre M. Orlando et M. Lloyd George, M. Clemenceau passe, et, le sourire satisfait, répond aux saluts par un geste militaire. M. Wilson, impassible, sort, accompagné de son attaché naval. La foule acclame le maréchal Foch et tous les groupes se dispersent, après avoir vu passer la voiture de M. Orlando, magnifiquement fleurie par une délégation des dames de Saint-Germain.

LE CHANCELIER RENNER PARTIRA AUJOURD'HUI POUR L'AUTRICHE

Le chancelier Renner et ses adjoints, dès leur retour chez eux, se sont livrés à une traduction rapide et à un premier examen du projet de traité qui venait de leur être remis. Le commandant Bourgeois leur a fait tenir, dans l'après-midi, un certain nombre d'exemplaires du document, pour leur faciliter leur travail de traduction.

En outre, un extrait a été remis aux journalistes accrédités auprès de la mission, pour que ceux-ci en envoient un premier aperçu à la presse de Vienne.

Comme il est déjà annoncé, M. Renner partira ce soir ; il aura à Innsbruck une entrevue avec M. Bauer, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères. Il rentrera sans doute immédiatement après à Saint-Germain.

LA VIE SOCIALE

LES GRÈVES DANS LA RÉGION PARISIENNE

LE CHOMAGE EST GÉNÉRAL DANS LA MÉTALLURGIE

D'autres conflits ont éclaté ou demeurent en cours dans certaines corporations. Les revendications formulées par les ouvriers et les employés.

Depuis quelques semaines déjà on parlait d'un vaste mouvement qui se préparait en faveur de la grève parmi les travailleurs des industries métallurgiques, et dans les milieux informés on ne se dissimulait plus que le conflit se produirait fatalement. Samedi et dimanche la question avait été étudiée par les ouvriers de la métallurgie, de la voiture, de l'aviation et par les mécaniciens. Partout le vote pour la grève fut unanime et, hier lundi, la plupart des usines de Paris et de la banlieue durent fermer leur porte faute de personnel. Quant à celles où les ouvriers, non prévenus encore de la déclaration de la grève, s'étaient rendus au travail, le mot d'ordre parvint dans la journée et fut presque partout obéi. L'arrivée des équipes de débouchage se heurtant aux gardiens des usines fut même l'occasion, ça et là, de colloques assez pénibles. Mais, en général, tout se passa plutôt bien, et tant à Paris qu'à Billancourt, où les 18.000 ouvriers de l'usine Renault ont quitté hier matin le travail, qu'à Aubervilliers, Clichy, Levallois, Ivry, Saint-Denis, Pantin, etc., où chômeant des milliers et des milliers de travailleurs de la métallurgie, cette première journée de grève n'a été marquée par le moindre incident violent.

Dans les endroits et les localités où siègent les usines, les rues, au cours de l'après-midi, étaient littéralement noires de monde, et, de loin, on avait l'illusion de voir, par de beaux soirs, une foule de promeneurs sereins, goûtant un dimanche, les joies du repos hebdomadaire.

Mais, lorsque l'on s'approche et que l'on se mêle à cette foule, on s'aperçoit que les hommes et les femmes sont en vêtements de travail.

Ajoutons que d'autres grèves ont éclaté ou sont en cours : peintres en bâtiment, employés des magasins du Printemps, raffineurs, ouvriers de la Fédération de la chimie et caoutchouc.

LES OUVRIERS DES MÉTAUX

Dans les milieux syndicaux, on attribue le chômage à la lenteur des pourparlers avec les Chambres patronales. Les revendications ouvrières se résument à ceci : un salaire de 150 fr. par semaine pour les spécialistes, 132 francs pour les manoeuvres spécialisés, 110 francs pour les manoeuvres ordinaires. Mêmes salaires pour les deux sexes.

Une note émanant de l'Union des industries métallurgiques et minières déclare que le comité d'entente du syndicat des métaux réclame la semaine de quarante-quatre heures.

LA GRÈVE AU « PRINTEMPS »

Le coin de Paris toujours si vivant et si grouillant que forme le carrefour du boulevard Haussmann et des rues du Havre, Auber et Tronchet n'était pas, hier, moins animé que de coutume, mais il était d'une autre manière. Les employés du Printemps s'étaient mis en grève le matin même. A défaut des défilés habituels de clientes devant les étalages du lundi, jour de soldes, des groupes de grévistes et de curieux allaient et venaient tout autour des magasins, causant, discutant, discutant devant des portes closes en hâte. Quelques-unes de celles-ci, cependant, gardées par des agents, demeuraient ouvertes pour les rares chefs de rayon et seconds vendeurs qui étaient venus prendre le travail.

A 9 heures du matin, les grévistes, hommes et femmes, tenaient un meeting monstre au Palais de la Mutualité de la rue Saint-Martin. MM. Gaston Renaud, secrétaire général de la Chambre syndicale des employés de la région parisienne, et Brice, du comité de grève, y firent l'exposé de la situation.

Les employés demandent la semaine anglaise et la journée de huit heures, un minimum de salaires selon les catégories. La direction des magasins du Printemps a promis de répondre aujourd'hui mardi aux délégués du syndicat des grévistes. La troisième demande des grévistes est celle qui soulève le plus de résistance. Elle concerne l'institution d'un conseil de discipline comprenant trois patrons et trois employés.

Hier soir, à 6 heures, une délégation

CHAPEAUX

21, Rue Darnoy, 95, Ch.-Élysées.

QUELQUES ASPECTS DES MOUVEMENTS GRÉVISTES PHOTOGRAPHIÉS HIER DANS PARIS



De gauche à droite : 1° Des grévistes arrivent à la Bourse du Travail ; 2° Le public attend l'ouverture des portes des magasins du Printemps ; 3° Une délégation d'une usine lock-outée sortant du ministère du Travail ; 4° La foule des grévistes se rendant à la Maison des Syndicats, rue de la Grange-aux-Belles.

Ayuntamiento de Madrid

est rendue auprès de la direction pour l'exposer la situation.

Les employés des autres grands magasins se sont déclarés solidaires de ceux du Printemps, en grand nombre, et leur ont promis leur concours financier.

Une note de la direction

D'autre part, la direction des grands magasins du Printemps nous communique la note suivante :

Une partie du personnel n'ayant pas repris le travail, les magasins n'ont pu être ouverts lundi matin. La direction du « Printemps » s'en excuse auprès de sa clientèle et tient à porter à sa connaissance les faits qui ont provoqué la fermeture temporaire des magasins pendant la maladie d'hier.

La chambre syndicale de la nouveauté et la direction du « Printemps » ont été saisies, en même temps, à la date du 28 mai, de la part de la chambre syndicale des employés de la région parisienne, d'un cahier de revendications visant notamment les modalités d'application de la loi sur la journée de huit heures, et d'une série de dispositions spéciales ayant trait aux salaires, caisses de retraites, etc.

La chambre syndicale de la nouveauté, d'accord avec la direction du « Printemps », a reçu à cet effet les délégués de la chambre syndicale des employés, et, dès samedi, dans un large esprit de conciliation, elle a accepté, comme il lui était demandé, la semaine de quatre heures, sans roulement, avec repos le dimanche, et, en outre, l'examen de quelques jours. Un nouveau rendez-vous avec la chambre syndicale des employés avait été fixé d'un commun accord au mercredi 2 juin.

C'est dans ces conditions, à la veille d'une conférence acceptée de part et d'autre, qu'une partie des employés du « Printemps » a cessé le travail, alors que satisfaction complète avait été donnée sur un point capital, à savoir : que des propositions formelles avaient été fournies pour l'examen immédiat et rapide des autres points qui, étant d'ordre corporatif et général, ne peuvent être acceptés isolément par le « Printemps », sous peine de le mettre en grave état d'infériorité vis-à-vis de ses concurrents.

La direction du « Printemps »

Les ouvriers peintres, au cours de leur réunion, rue de la Grange-aux-Belles, ont mandaté leur comité de grève pour poursuivre pour l'ensemble de leur cahier de revendications.

Le syndicat évalue aux deux tiers des ouvriers de la corporation le nombre des grévistes.

Les « dévoués » sont joints au mouvement des peintres en abandonnant leurs ateliers pour établir leur cahier de revendications.

Les menuisiers de la Seine et les charpentiers en bois ont décidé, en raison de la grève des peintres, d'inviter tous les syndiqués à refuser catégoriquement de travailler aux menuiseries.

Les propositions patronales qui leur ont été faites n'étaient pas acceptables. De nouvelles entrevues vont avoir lieu.

Les polisseurs-nickelateurs ont conclu quelques accords partiels, mais la grève ne sera terminée qu'après entente générale.

La grève continue aux établissements Pathé. De même, la cessation du travail est presque complète dans les usines de caoutchouc. Les grévistes ont décidé de ne rentrer qu'après avoir obtenu complète satisfaction.

La raffinerie Sommier a donné satisfaction à son personnel, qui va reprendre le travail.

Le personnel des usines Lebaudy et Say continue le mouvement. Un accord paraît devoir intervenir assez rapidement.

La grève des raffineries

La raffinerie Sommier a donné satisfaction à son personnel, qui va reprendre le travail.

Le personnel des usines Lebaudy et Say continue le mouvement. Un accord paraît devoir intervenir assez rapidement.

La grève des raffineries

La raffinerie Sommier a donné satisfaction à son personnel, qui va reprendre le travail.

Le personnel des usines Lebaudy et Say continue le mouvement. Un accord paraît devoir intervenir assez rapidement.

La grève des raffineries

La raffinerie Sommier a donné satisfaction à son personnel, qui va reprendre le travail.

Le personnel des usines Lebaudy et Say continue le mouvement. Un accord paraît devoir intervenir assez rapidement.

La grève des raffineries

La raffinerie Sommier a donné satisfaction à son personnel, qui va reprendre le travail.

Le personnel des usines Lebaudy et Say continue le mouvement. Un accord paraît devoir intervenir assez rapidement.

La grève des raffineries

La raffinerie Sommier a donné satisfaction à son personnel, qui va reprendre le travail.

Le personnel des usines Lebaudy et Say continue le mouvement. Un accord paraît devoir intervenir assez rapidement.

La grève des raffineries

La raffinerie Sommier a donné satisfaction à son personnel, qui va reprendre le travail.

Le personnel des usines Lebaudy et Say continue le mouvement. Un accord paraît devoir intervenir assez rapidement.

La grève des raffineries

La raffinerie Sommier a donné satisfaction à son personnel, qui va reprendre le travail.

Le personnel des usines Lebaudy et Say continue le mouvement. Un accord paraît devoir intervenir assez rapidement.

La grève des raffineries

La raffinerie Sommier a donné satisfaction à son personnel, qui va reprendre le travail.

5 HEURES DU MATIN DERNIÈRE HEURE 5 HEURES DU MATIN

LES TRANSPORTS PARISIENS

LA GRÈVE DU MÉTRO DÉCIDÉE CETTE NUIT ÉCLATERA CE MATIN

C'est au cours d'une importante réunion tenue à la Bourse du Travail que cette mesure a été votée.

Cette nuit, à 4 heures, les employés du Métropolitain se sont réunis à la Bourse du Travail pour décider s'ils feront, ou non, grève à partir d'aujourd'hui.

Dès le début de la réunion, à la Bourse du Travail, il se agit de peu près certain que la grève devient inévitable. En effet, à 23 heures, à un lieu une réunion des délégués syndicaux du Métro et du Nord-Sud. Des représentants des organisations des omnibus et tramways assistaient à cette réunion ; ils étaient venus pour demander l'ajournement de la grève, afin d'obtenir une action d'ensemble lorsqu'ils auront remis, de leur côté, leur cahier de revendications.

Les délégués du Métro ont déclaré que, en raison de l'état d'esprit manifesté par leurs mandataires, ils se voyaient dans l'obligation de repousser catégoriquement cet ajournement.

La séance s'ouvre à 1 heure, sous la présidence de M. Laubier, du Métro, assisté de MM. de Capdeville, du Métro ; Charton, du Nord-Sud, et Gomme, du Métro.

M. Raoul, secrétaire général du syndicat, prend aussitôt la parole et fait l'historique des revendications et des démarches accomplies par ses collègues pour les faire aboutir.

Il donne connaissance d'une lettre du directeur de la Compagnie, M. Berthelot, donnant satisfaction notamment au sujet des salaires, mais ne se prononçant pas sur d'autres revendications. M. Raoul demande à la salle :

— Vous me direz ce que je dois répondre.

La salle lui répond d'un seul cri : — La grève !

La séance continue.

Après M. Raoul prennent la parole : MM. Lefèvre, de l'Union des Syndicats ; Bassot, du Métro, et Delahaye, en faveur de la grève.

Ils demandent la continuation de cette grève jusqu'à complète satisfaction.

L'ordre du jour suivant est présenté :

« Les agents du Métro, réunis au nombre de 6.500 dans la nuit du 2 au 3 juin 1919, après avoir entendu les citoyens Raoul, Lefèvre, Bassot, Laubier, Pracht, Rosnard, Laubier, ainsi que l'exposé des lettres des directeurs du Métro et du Nord-Sud, protestent contre les réticences et les tergiversations concernant les revendications du personnel.

« En conséquence, tout en regrettant pour l'intérêt général l'intransigence des Compagnies de Métropolitain auxquelles il laisse toutes les responsabilités, décide qu'il y a lieu de déclarer la grève. »

A 3 h. 10, la grève est votée à mains levées.

Le gouvernement Bela Kun se retirerait pour faire place à un cabinet Garamy

BALE, 2 juin. — On mande de Vienne : La Neue Wiener Tagblatt annonce que, suivant des informations de source autorisée, parvenues samedi à Vienne, le gouvernement hongrois des Soviets se serait, vendredi, déclaré disposé à se retirer pour faire place à un cabinet à la tête duquel l'ancien ministre du Commerce dans le ministère Michel Károlyi, M. Garamy, serait placé.

Suivant la Neue Tagblatt, M. Garamy se rendrait sous peu à Versailles, sur l'invitation de l'Entente, afin de renseigner celle-ci sur la situation en Hongrie.

Vienne ne téléphone plus avec Budapest

BERNE, 2 juin. — On annonce de Vienne que toute communication téléphonique est interrompue depuis quarante-huit heures entre le Korrbureau de Vienne et le Korrbureau hongrois. On ne connaît pas les raisons de cette interruption.

Enfin, à Vienne, d'après des déclarations de réfugiés de Hongrie, que le gouvernement bolchevik de Hongrie est près de sa fin.

LA TRAVERSEE DE L'ATLANTIQUE

LE COMMANDANT READ QUITTERA AUJOURD'HUI LONDRES POUR PARIS

Une nouvelle tentative de la traversée de l'Atlantique aura lieu probablement samedi.

LONDRES, 2 juin (Dépêche particulière). — Le commandant Towers, le commandant Read et le lieutenant-commandant Belling, les héros de la traversée aérienne de l'Atlantique, quitteront Londres, demain matin, pour arriver à Paris par le train de 2 h. 30 de l'après-midi. L'amiral Plunkett, chef de l'escadron des destroyers, les accompagnera et confèrera avec l'amiral Benson et les autorités de l'aviation américaine.

Mercredi matin, les aviateurs retourneront à Londres, mais pour revenir le mardi suivant à Paris, afin d'y passer plusieurs jours ; après quoi, ils partiront pour les Etats-Unis.

Suivant un télégramme de Saint-Jean-de-Terre-Nouve à l'Agence Central News, le capitaine Alcock, pilote de l'appareil Vickers, a annoncé qu'il tenterait probablement la traversée de l'Atlantique samedi prochain, si le temps le permet.

L'ENSEIGNEMENT DU RAID DU "N-C-4"

L'hydravion du lieutenant Read sera conservé comme souvenir historique au Musée national de Washington.

WASHINGTON, 2 juin. — On ne sait encore si l'hydravion N-C-4 restera aux Etats-Unis par la voie des aîres. Le secrétaire d'Etat à la Marine, M. Daniels, a officiellement annoncé qu'aucune décision n'avait été prise à ce sujet.

Un personnage officiel du département de la Marine a déclaré :

— Ce que les raids des N-C nous ont appris a fourni au département de la Marine tous les renseignements nécessaires pour l'utilisation future des hydravions.

« Les vols transatlantiques seront, dans un très prochain avenir, grandement facilités par les expériences faites au cours de ces raids d'essai. »

Il a été décidé que le N-C-4, lorsqu'il aura cessé d'appartenir à la commission navale, sera conservé au Musée national de Washington, comme souvenir historique.

Une suggestion

LONDRES, 2 juin. — Le correspondant du Times pour l'aéronautique, commentant le vol transatlantique du N-C-4, et discutant l'avenir de l'aviation, suggère que, puisque les Etats-Unis sont prêts à dépenser neuf millions de dollars en expériences pratiques transocéaniques, la Grande-Bretagne et la France apportent la même contribution, avec les Etats-Unis, forment un conseil allié comme partie de la Ligue des nations, afin d'exécuter les travaux pratiques coopératifs dans l'aviation, pour le bénéfice du monde.

La grève des mineurs

Il y a 48.550 grévistes dans le Pas-de-Calais

LILLE, 2 juin. — La grève est générale dans le bassin minier du Pas-de-Calais. Le nombre des grévistes s'élève à 48.550. Le calme le plus complet règne.

L'aviateur Fonck et le record de l'altitude

Le capitaine Fonck, le célèbre pilote militaire, a tenté, hier matin, de battre le record de l'altitude en avion.

Parti à 9 h. 20 du terrain d'Issy-les-Moulineaux, il a atteint une heure plus tard à Villacoublay, n'ayant pu dépasser 8.000 mètres, par suite de l'écroulement des boudins de son moteur.

Il rentrera ce matin, à 8 heures, un nouvel essai.

LA POUDRE DE RIZ MALACEÏNE

Extrêmement fine, adhérente, donne à la peau une agréable fraîcheur ; saine, hygiénique et parfumée.

LA RÉPUBLIQUE RHÉNANE

"LE DEVOIR DU PEUPLE RHÉNAN EST D'AIDER À LA PAIX PERMANENTE"

Ainsi le manifeste du nouvel Etat définit-il l'un des principaux buts de la république fondée au sein de l'Allemagne.

Aucune nouvelle de source officielle n'est venue apporter des informations précises sur le mouvement né sur les deux rives du Rhin, en faveur de la création d'une république autonome au sein de l'empire allemand. Il convient donc d'attendre les événements avant de conclure quoi que ce soit de la solidité du séparatisme combiné du Vieux-Nassau, de la Hesse Rhénane et du Palatinat. « Est-ce une plante de nature ou une plante de serre ? » suivant la comparaison employée par un diplomate. Celle qui aura sa réponse prochainement ; mais il serait imprudent de faire aujourd'hui un pronostic quelconque. Il est certain que la création d'une république rhénane apporterait avec elle la disparition ou, tout au moins, l'atténuation de situations délicates, mais à condition qu'elle ne soit point prématurée et qu'elle repose sur des bases judiciaires et fermes. A très bref délai, probablement, nous saurons si ces conditions sont remplies. — J. M.

Le manifeste

du gouvernement provisoire

Voici le texte des affiches apposées dans la région rhénane pour annoncer la fondation de la « République rhénane autonome au sein de l'Allemagne », avec Coblenz comme capitale :

Le moment est venu où il s'agit d'établir la paix des peuples. En ce temps de grande misère, et qui doit décider également de son propre sort, le peuple rhénan demande à être entendu.

Cette décision est née du droit des peuples de disposer d'eux-mêmes, reconnu de l'univers entier.

Toute violence, de quelque côté qu'elle vienne, doit disparaître. Le peuple rhénan veut une façon honnête et sincère une paix ayant pour base la réconciliation de tous les peuples. C'est pourquoi il se détache volontairement des institutions qui sont la base de tant de guerres : le fédéralisme et le militarisme. Il élève par le plus haut des devoirs à une paix véritable.

Le projet de traité de paix est nécessaire d'une part par les exigences, reconnues par le gouvernement de l'empire, du droit et de la justice de réparer les dommages et destructions subis par la France et la Belgique ; il doit offrir des garanties suffisantes contre le retour de nouvelles guerres. Il représente d'autre part une lourde charge pour le peuple allemand.

Le plus haut des devoirs du peuple rhénan est d'aider de tout son cœur à la pacification générale et permanente des peuples.

Nous déclarons donc ce qui suit :

1° La République rhénane est fondée au sein de l'Allemagne, en tant que république pacifique, qui est composée de la province rhénane du Vieux-Nassau, de la Hesse rhénane et du Palatinat.

2° Les frontières restent les mêmes, Birkfeld inclus.

3° Des changements de frontières ne peuvent être faits qu'avec l'approbation des autres nations. Le traité de paix sera établi par un plébiscite.

Le gouvernement provisoire de la République rhénane est exercé par les délégués des peuples soussignés. Les élections pour l'Assemblée rhénane ont été fixées au 15 septembre prochain, le jour du scrutin.

Le gouvernement provisoire de la République rhénane est exercé par les délégués des peuples soussignés. Les élections pour l'Assemblée rhénane ont été fixées au 15 septembre prochain, le jour du scrutin.

Le gouvernement provisoire de la République rhénane est exercé par les délégués des peuples soussignés. Les élections pour l'Assemblée rhénane ont été fixées au 15 septembre prochain, le jour du scrutin.

Le gouvernement provisoire de la République rhénane est exercé par les délégués des peuples soussignés. Les élections pour l'Assemblée rhénane ont été fixées au 15 septembre prochain, le jour du scrutin.

Le gouvernement provisoire de la République rhénane est exercé par les délégués des peuples soussignés. Les élections pour l'Assemblée rhénane ont été fixées au 15 septembre prochain, le jour du scrutin.

Le gouvernement provisoire de la République rhénane est exercé par les délégués des peuples soussignés. Les élections pour l'Assemblée rhénane ont été fixées au 15 septembre prochain, le jour du scrutin.

Le gouvernement provisoire de la République rhénane est exercé par les délégués des peuples soussignés. Les élections pour l'Assemblée rhénane ont été fixées au 15 septembre prochain, le jour du scrutin.

Le gouvernement provisoire de la République rhénane est exercé par les délégués des peuples soussignés. Les élections pour l'Assemblée rhénane ont été fixées au 15 septembre prochain, le jour du scrutin.

Le gouvernement provisoire de la République rhénane est exercé par les délégués des peuples soussignés. Les élections pour l'Assemblée rhénane ont été fixées au 15 septembre prochain, le jour du scrutin.

Le gouvernement provisoire de la République rhénane est exercé par les délégués des peuples soussignés. Les élections pour l'Assemblée rhénane ont été fixées au 15 septembre prochain, le jour du scrutin.

Le gouvernement provisoire de la République rhénane est exercé par les délégués des peuples soussignés. Les élections pour l'Assemblée rhénane ont été fixées au 15 septembre prochain, le jour du scrutin.

Le gouvernement provisoire de la République rhénane est exercé par les délégués des peuples soussignés. Les élections pour l'Assemblée rhénane ont été fixées au 15 septembre prochain, le jour du scrutin.

Le gouvernement provisoire de la République rhénane est exercé par les délégués des peuples soussignés. Les élections pour l'Assemblée rhénane ont été fixées au 15 septembre prochain, le jour du scrutin.

Le gouvernement provisoire de la République rhénane est exercé par les délégués des peuples soussignés. Les élections pour l'Assemblée rhénane ont été fixées au 15 septembre prochain, le jour du scrutin.

Le gouvernement provisoire de la République rhénane est exercé par les délégués des peuples soussignés. Les élections pour l'Assemblée rhénane ont été fixées au 15 septembre prochain, le jour du scrutin.

Le gouvernement provisoire de la République rhénane est exercé par les délégués des peuples soussignés. Les élections pour l'Assemblée rhénane ont été fixées au 15 septembre prochain, le jour du scrutin.

Le gouvernement provisoire de la République rhénane est exercé par les délégués des peuples soussignés. Les élections pour l'Assemblée rhénane ont été fixées au 15 septembre prochain, le jour du scrutin.

Le gouvernement provisoire de la République rhénane est exercé par les délégués des peuples soussignés. Les élections pour l'Assemblée rhénane ont été fixées au 15 septembre prochain, le jour du scrutin.

Le gouvernement provisoire de la République rhénane est exercé par les délégués des peuples soussignés. Les élections pour l'Assemblée rhénane ont été fixées au 15 septembre prochain, le jour du scrutin.

Le gouvernement provisoire de la République rhénane est exercé par les délégués des peuples soussignés. Les élections pour l'Assemblée rhénane ont été fixées au 15 septembre prochain, le jour du scrutin.

Le gouvernement provisoire de la République rhénane est exercé par les délégués des peuples soussignés. Les élections pour l'Assemblée rhénane ont été fixées au 15 septembre prochain, le jour du scrutin.

NON PERSEVERARE DIABOLICUM

par le VICOMTE DE BONDY

A la suite d'un article paru il y a quelques mois et où j'avais cherché à faire entendre un mot que je ne connaissais pas je le cherche dans le dictionnaire, j'ai reçu une lettre (charmante d'ailleurs, puisqu'elle m'approuvait — et aussi en soi) d'une inconnue qui me dit aimer le dictionnaire non seulement pour les renseignements qu'il donne sur le mot cherché, mais aussi, plus peut-être, pour les promenades imprévues qu'il incite à faire parmi les termes voisins.

C'est un goût que je comprends d'autant mieux que je le partage, mais, n'en déplaçant à ma correspondante et si elle me permet de lui faire un sermon, je dénonce là, plutôt qu'une saine façon de s'instruire, une tendance à la paresse, suivie d'un éparpillement regrettable de la pensée. Regarder dans un livre des mots parce qu'ils se trouvent à la page qu'on a en face de soi n'est autre chose qu'adopter la ligne du moindre effort. J'ai pratiqué cela toute ma vie, et, en fait de paresse, j'ose dire que j'ai été expert. C'est pour moi que, jadis, un capitaine de cuirassiers, qui était assez drôle dans le genre culotte-de-peau, prétendait avoir inventé la formule « *Infatigable au repos* », étiquette qui, dans sa brève militaire, ne manquait pas de justesse.

Si j'achète trois ou quatre livres, quelque disparates qu'ils soient, je ne puis m'empêcher de lire, au cours de la soirée, une trentaine de pages de chacun, quitte à ne jamais les reprendre plus tard. Je concède à ma correspondante que, sur le moment, c'est une sensation de ravissement, toutes ces allées qui s'ouvrent, et ces perspectives nouvelles ; mais, comme de la sorte on n'a le temps d'approfondir aucune question, ou bien l'on ne se fait qu'une idée générale beaucoup trop vague d'un sujet, ou bien, au contraire, on ne saisit qu'un détail précis dans une architecture dont l'ensemble nous échappe. Par exemple, parcourant dernièrement une *Petite Biographie des Conventionnels*, imprimée pendant la Restauration, j'y lus au nom de Gasparin (T. A.) ces lignes : « *Les patriotes de Vaulx, où il était mort, demandèrent que son cœur fût déposé au Panthéon ; mais on se borna à le jeter dans une fosse d'aisances.* » Je ne l'oublierai pas ; c'est intéressant, mais en dehors du plaisir que j'ai aujourd'hui à montrer mon érudition, je ne vois pas de quelle utilité elle me sera, car, comme dans cette *Biographie* vraiment succincte il n'y a rien que ces quatre lignes sur le susdit conventionnel Gasparin, j'ignorai peut-être toujours quel eût été le sort le moins injuste, de l'excès d'honneur ou de l'indignité entre lesquels il a été balloté son cœur.

On acquiert ainsi des notions confuses de tout, là où il faudrait au moins des clartés ; nous ne faisons la plupart du temps que deviner le reste, car l'intuition est à la mode, et notre savoir précaire nous trompe, comme les leurs qui passent par intermittences dans les nuirs d'été donnent des formes fugitives aux choses et font aimer des mensonges.

Il y a une excuse à ce manque de suite dans les idées, c'est l'attrait de tout. Attrait diabolique, peut-être ; mais comme Eve me semble à plaindre de n'avoir eu qu'une seule chose défendue à désirer ! Ma correspondante et moi, lâchés dans le Paradis, je gage que nous eussions découvert et gaulé d'autres arbres de Science interdits...

Une fois, j'avais résolu d'être sérieux, d'écrire un ouvrage sur les années 48 et 47 avant J.-C. Une belle époque : Pharsale, la guerre alexandrine, et une merveille de petite Cléopâtre de dix-sept ans. J'étais enivré, enfouï sous les documents, plongé dans l'Egypte jusqu'au cou, comme le Sphinx dans l'amorcelement des dunes.

Le Diable se présenta à moi sous l'aspect, non d'un petit chahut, mais d'un officier traité fort convenable, à cheveux blancs ras, en jaquette noire, que je rencontrais souvent chez un libraire. Je le vis encore tenant à la main une gravure du quinzième siècle, de quel qu'un dont j'ai oublié le nom et qu'on appelle communément le *Maitre à l'Etoile*. Il se mit à me parler de la Renaissance italienne et me demanda si j'en aimais les médailles. Je lui répondis que je les connaissais peu, ce qui était une figure de rhétorique pour dire que je ne les connaissais pas du tout. Il m'en fit l'éloge et me promit de m'en montrer une.

Et le lendemain, avec autant de simplicité qu'il eût tiré sa montre de son gousset, il sortit de la poche intérieure de son paletot une médaille, et révolutionnaire ma vie.

C'était la grande médaille de bronze par Pisanello où il y a la jeune fille avec le croissant de la lune et la licorne.

Je fus irrémédiablement perdu. Je questionnai le monsieur au sujet de cette Cécile, fille du premier marquis de Mantoue, dont le profil était là, sur l'avers, presque enfant, long cou et épaules grêles. Il me dit ce qu'il savait, puis comme tout le monde, poussé plus avant, il bafofla.

Si jamais un enfant fut charmant au milieu des docteurs, quelle délicieuse savante puerile elle dut être, Cécile de Gonzague, qui, à huit ans, récitait les vers de son compatriote Virgile ; qui, à douze ans, déjà très jolie, savait le grec, et mourut jeune fille au couvent des Clarisses avant d'avoir accompli sa vingt-cinquième année.

Pisanello l'a représentée deux fois : par cette médaille, et dans un portrait qui est, paraît-il, au Louvre. Je ne connais pas ce portrait, mais si je m'en rapporte à ses autres peintures, il me semble que, quoi qu'il fasse, comme peintre il reste l'homme des médailles. Comme me l'a fait remarquer un de mes amis, Pisanello ne peut penser qu'en métal.

Quelle débâcle de lectures je fis durant deux mois, dans le sillage de Cécile de Gonzague ! Que de recherches parmi les gravures ! Toute la Renaissance était parente d'elle et y passa pelle-même, avec les généalogies des Gonzagues, des Sforzas, des Este et des Malatesti (l'inoubliable médaille à l'éléphant d'Isotta) ! Mais ce qui, sur le courant du fleuve, captait mes regards, et passait en flottant comme des pétales de fleurs, ce sont ces extraordinaires figures de jeunes femmes, toutes mortes vers vingt ans, et qui semblent en ces existences éphémères avoir épuisé de si longues destinées. Je ne connais pas de séduction plus grande que celle de ces mortes qui surent ne mettre aucune ride sur l'ovale de leur souvenir. Et comme à présent leur impérissable jeunesse sourit des vivantes qui viennent à mourir !

Il ne faut pas parvenir à son hiver si l'on veut laisser dans l'air une mémoire de printemps. A travers les traits vieillies des dernières années, la postérité n'arrive plus à reconstituer ce qui fut l'apogée, et c'est le déclin qui se fixe dans les consciences. Du point de vue de l'esthétique, il n'y a qu'au monument que la décrépitude soit seyante, et ceux-là parmi les

hommes furent les moins sages qui s'obstinèrent à vieillir, même de ceux qu'on aurait cru le mieux aimés des dieux. Des traits mortels auxquels Vénus se dévota, Paris, Anchise et le bel Adonis, Anchise fut le plus maladroit de vivre âgé. Il traverse les millénaires porté sur les épaules de son fils pieux ; et peut-on aujourd'hui sans effort évoquer le fringant amoureux de la déesse, sans se représenter d'abord le vieillard cacochyme fuyant ainsi à califourchon parmi les ruines fumantes de Pergame ?

De 14 à 1600, il y a une incomparable hécatoombe de femmes en fleur, depuis Parisina qu'a chantée Byron et que son vieux mari décapita, jusqu'à Béatrice Cenci, exécutée à la fin du seizième siècle. Toute mon enfance, j'avais cru (après Stendhal) que le célèbre tableau de la Galerie Barberini à Rome, si souvent reproduit, qui nous montre la jeune fille au turban blanc regardant par-dessus son épaule, était le portrait, par le Guide, de Béatrice Cenci (qui, en état de légitime défense, avait tué son père au cours d'un pugilat passionné). Or, il paraît (Gebhart) que Béatrice avait, au contraire, une très mauvaise tenue et flirtait avec le régisseur — et que, d'ailleurs, le tableau ne la représente pas, et n'est pas non plus du Guide, qui lui-même, maintenant, a quitté le nom du Guide pour devenir Guido Reni.

Pendant ce temps, par un jeu d'équilibre, la Justice, qui plongeait le plateau de Béatrice Cenci dans l'infamie, élevait jusqu'à la nue l'autre plateau de la balance, et réhabilitait intégralement Lucrèce Borgia.

Les gens qui n'ont pas de mémoire peuvent refaire leurs études tous les ans, parce qu'ils ont oublié. Ceux qui ont de la mémoire peuvent le refaire tous les vingt ans, parce que les vérités changent.

